



**Institut Veblen**  
pour les réformes  
économiques

## Travailler moins pour un avenir durable

Par Anders Hayden\*

MAI 2013



Florian Cnudde (via Flickr)

*Un ouvrier du bâtiment en France en 2007. Quand la France a adopté la semaine de travail de 35 heures en 2000, la grande majorité des employés concernés ont signalé des améliorations de la qualité de vie.*

Depuis la Révolution industrielle, deux motivations principales ont conditionné le mouvement en faveur de la réduction du temps de travail. D'abord le fait que bénéficier de davantage de temps libre améliore le bien-être individuel, ensuite que la réduction des heures de travail peut réduire le chômage grâce à un meilleur partage des emplois disponibles. De telles motivations ont depuis été

renforcées par une troisième : la nécessité de réduire l'impact de nos sociétés sur l'environnement.

L'urgente nécessité de réduire les conséquences des activités humaines sur la Terre est désormais bien étayée. Des estimations de notre empreinte écologique suggèrent ainsi que nous aurions besoin de 1,5 planète pour maintenir nos modes actuels de consommation, alors que des études relatives à un « espace sûr pour l'humanité » ont conclu que nous avons déjà franchi plusieurs limites planétaires critiques, y compris les seuils de sécurité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Cette menace a jusqu'à présent donné lieu à deux types de réponses. La première consistait à ne rien changer, à poursuivre une expansion économique sans limites tout en minimisant l'importance des problèmes environnementaux. Mais dans certains pays, cette attitude dite de « *business as usual* » a cédé le pas à une seconde réponse, qui a pris la forme d'un nouveau paradigme : l'idée qu'une croissance verte serait possible grâce à l'éco-efficacité et à des technologies à faible impact. Bien que louables, les résultats observés à ce jour suggèrent que ces efforts ne vont pas assez loin : la consommation et la production sont en permanente augmentation, et gommement fréquemment les améliorations apportées par l'éco-efficacité, engendrant ainsi une hausse constante des impacts sur l'environnement. Pour obtenir des résultats bien plus durables, il serait nécessaire de mettre en œuvre des idées d'autosuffisance, qui impliquent une nécessaire

---

\* Professeur associé de sciences politiques, Dalhousie University. Article publié en partenariat avec le journal [Solutions](#).



**Solutions**  
For a sustainable and desirable future

[www.veblen-institute.org](http://www.veblen-institute.org)

limitation de la production. La réduction du temps de travail serait précisément une façon d'y parvenir, et améliorerait le bien-être de chacun.

Il existe des différences notables entre les pays riches en termes de nombre moyen d'heures travaillées par employé. Depuis les années 1970, un écart s'est creusé entre les pays qui pratiquent de longues journées de travail – comme les États-Unis – et plusieurs pays d'Europe – comme les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et les pays scandinaves – qui ont des journées de travail plus courtes. Cet écart dans les heures de travail était devenu, au milieu des années 1990, l'une des principales explications aux différences de production par habitant entre les États-Unis et l'Europe<sup>1</sup>. En effet, au cours des dernières décennies, la société américaine a fait le choix presque exclusif d'un plus fort rendement, tandis que les Européens préféraient consacrer au moins une partie de l'augmentation de leur productivité horaire à davantage de loisirs. Ils ont pris pour cela une série de mesures, comme les semaines standards de travail de moins de 40 heures (par exemple en France, aux Pays-Bas et au Danemark), les congés payés de cinq ou six semaines par an, de généreux congés parentaux (dans les pays scandinaves), des options de congé de formation ou de congé sabbatique (par exemple au Danemark et en Belgique) ou encore le droit pour les employés de choisir des horaires de travail plus courts tout en gardant le même salaire horaire payé au *pro rata* des prestations (par exemple aux Pays-Bas).



Bridget McKenzie

*Au cours des dernières décennies, une grande partie de l'Europe a choisi d'investir davantage de temps dans les loisirs personnels, au détriment d'un plus fort rendement économique. Par exemple, des familles scandinaves (comme cette mère et son enfant en Norvège) bénéficient de généreux congés parentaux.*

Si les partisans de la réduction du temps de travail ont bien sûr mis en évidence les avantages écologiques de tels dispositifs pour les années à venir, une preuve empirique est venue récemment renforcer leurs argumentaires. Une étude menée par deux économistes américains a ainsi mis

en lumière une association significative entre les heures de travail et la consommation d'énergie<sup>2</sup>. Leur modèle économique a montré que si les pays européens adoptaient les heures de travail des États-Unis, elles consommeraient environ 25 % d'énergie en plus (mettant hors d'atteinte les objectifs du Protocole de Kyoto auxquels elles ont souscrit). À l'inverse, les États-Unis consommeraient environ 20 % d'énergie en moins s'ils adoptaient l'équilibre travail/loisirs de l'Europe (ce qui les placerait à très courte portée de l'objectif initial de Kyoto pour ce même continent).

En comparant les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) avec d'autres non-membres, John Shandra et moi-même avons trouvé un fondement statistique à l'idée que des temps de travail importants sont associés à des empreintes écologiques plus fortes<sup>3</sup>. Le facteur principal en est que des heures de travail plus nombreuses contribuent à un produit intérieur brut supérieur lequel, à son tour, génère des impacts plus importants sur l'environnement. Nous avons également rassemblé les preuves d'un effet de rareté du temps, au regard duquel des temps de travail élevés induisent un mélange de consommation et d'habitudes de vie plus dommageables pour l'environnement. Davantage de recherches restent néanmoins nécessaires pour affiner ce point précis.

De leur côté, deux chercheurs suédois se sont intéressés aux ménages, et en ont conclu qu'une baisse de 1 % du temps de travail réduit la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre de 0,8 % en moyenne, principalement du fait de la réduction des revenus et de la consommation<sup>4</sup>. Pour ce faire, ils ont ainsi comparé deux scénarios possibles pour le futur de la Suède : d'un côté maintenir la semaine de travail normale de 40 heures et utiliser tous les gains futurs de productivité du travail pour accroître les revenus et la consommation, de l'autre utiliser la moitié de ces gains pour ramener la semaine de travail à 30 heures en 2040. Ils en ont ainsi conclu que le second scénario se traduirait par une croissance nettement plus lente de la demande d'énergie, ce qui rendrait les objectifs climatiques du pays plus faciles à atteindre.

La réduction du temps de travail s'avère également un élément important en termes de réponse écologique aux problèmes de chômage. Quelques formes choisies d'expansion – comme la création d'emplois verts par des investissements dans un système d'énergie à faible teneur en carbone, des améliorations du rendement énergétique des maisons et des bureaux et la croissance d'autres secteurs écologiques – sont clairement nécessaires pour favoriser la transition vers une économie durable. De surcroît, la réduction du temps de travail constituerait un bon moyen de répartir équitablement le travail disponible, plutôt que de simplement essayer de faire revivre les formes conventionnelles et écologiquement néfastes de la croissance. En Allemagne, les mesures de *Kurzarbeit*

(chômage partiel) favorisent ainsi des heures de travail moins nombreuses en lieu et place de licenciements généraux, les employés pouvant évoluer par exemple vers une semaine de quatre jours (à charge pour le gouvernement de compléter leur salaire le cinquième jour). L'OCDE reconnaît à ces politiques l'avantage de prévenir la perte d'emploi de près d'un demi-million de personnes, empêchant ainsi une hausse significative du chômage allemand, en dépit d'un fort ralentissement économique en 2008-2009.



Ignat Gorazd

*Un homme dépanne un ordinateur portable dans un magasin de réparation d'ordinateurs à Brendstrup, au Danemark, en 2011. Au Danemark, la semaine de travail normale est inférieure à 40 heures et les employés ont des options de congés de formation et des congés sabbatiques.*

L'un des effets les plus bénéfiques d'une réduction du temps de travail est la possibilité d'une vie meilleure. Moins d'heures travaillées permettent en effet de dégager du temps pour une série d'activités autonomes librement choisies en dehors du cycle travail-dépenses : plus de temps pour les amis et la famille, investissement dans la vie de la collectivité, participation politique, éducation, apprentissage ou encore projets personnels. Pour beaucoup de personnes soumises à d'importantes contraintes de temps et de stress, la possibilité de faire moins et de se détendre davantage pourrait apporter d'importants bienfaits physiques et psychologiques. Ainsi, après que la France ait introduit la semaine de travail de 35 heures – en dépit d'une controverse politique considérable –, la grande majorité des employés ayant travaillé moins d'heures ont déclaré que leur qualité de vie globale s'était améliorée<sup>5</sup>. Parallèlement, des études menées en Allemagne montrent que les personnes qui travaillent moins sont davantage épanouies dans leurs vies ; et il en va de même dans les autres nations européennes présentant des horaires de travail plus courts<sup>6</sup>.

La réduction du temps de travail comme élément clé d'une stratégie écologique a récemment bénéficié d'une reconnaissance institutionnelle. La Commission du développement durable britannique a en effet identifié « le partage du travail et l'amélioration de l'équilibre travail-vie » comme l'une des douze étapes pour une économie

durable<sup>7</sup>. De son côté, le Programme des Nations unies pour l'Environnement a reconnu, dans un rapport sur les emplois verts, que « canaliser les gains de productivité vers davantage de temps libre, au lieu d'un salaire plus élevé qui peut se traduire par la consommation sans cesse croissante [...], devient de plus en plus logique d'un point de vue écologique »<sup>8</sup>.

Il ne faut surtout pas croire qu'une telle transition sera facile : l'Histoire, depuis la Révolution industrielle, a montré combien une mobilisation politique conséquente était nécessaire pour surmonter la résistance des employeurs. L'affaiblissement du mouvement syndical dans de nombreux pays et les pressions concurrentielles induites par la mondialisation ont créé de nouveaux obstacles à une nouvelle réduction du temps de travail, à la fois au nom de l'amélioration de la qualité de vie et de la préservation des revenus pour les salariés. Il existe donc d'importantes pressions pour augmenter les heures de travail. Mais il devient de plus en plus évident que l'humanité dépasse des seuils écologiques critiques : nous devons dans les années à venir trouver une nouvelle voie vers une conception du progrès qui ne soit pas fondée sur la seule croissance économique sans fin.

*Traduit de l'anglais par Stéphan Garnier*

*Révision Boris Martin*

## Notes

1. Prescott, EC. Why do Americans work so much more than Europeans? *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review* 28(1), 2–13 (2004).
2. Rosnick, D & Weisbrot, M. *Are Shorter Hours Good for the Environment? A Comparison of U.S. and European Energy Consumption* (Center for Economic and Policy Research, Washington, DC, 2006).
3. Hayden, A & Shandra, J. Hours of work and the ecological footprint of nations: an exploratory analysis. *Local Environment* 14(6), 575–600 (2009).
4. Nässén, J & Larsson, J. *Would Shorter Work Time Reduce Greenhouse Gas Emissions? An Analysis of Time Use and Consumption in Swedish Households*. Working Paper [online] (2010). <http://jorgenlarsson.nu/wp-content/uploads/Would-shorter-work-hours-redu...>
5. Méda, D in *35 heures: Le temps du bilan* (Brunhes, B et al. eds), Travailler moins pour vivre mieux? (Desclée de Brouwer, Paris, 2001).
6. Alesina, A, Glaeser, E & Sacerdote, B. *Work and Leisure in the US and Europe: Why So Different?* NBER Working Paper 11278 (National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, 2005).
7. Jackson, T. *Prosperity without growth? The Transition to a Sustainable Economy* (Sustainable Development Commission, London, 2009).
8. UN Environment Programme (UNEP). *Green Jobs: Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World* (UNEP, Nairobi, 2008).